

28 juin 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'USINE RENAULT

Merci beaucoup. Je salue les ministres, l'ensemble des élus et l'ensemble des dirigeants du groupe, et les trois sites de la région qui sont avec moi aujourd'hui, surtout tous les salariés.

Je voulais juste vous dire quelques mots dans cette journée où, vous le savez, pour la quatrième fois, on va rassembler des investisseurs du monde entier autour de ce qu'on appelle « Choose France » pour essayer de faire venir des investisseurs. Il y a un an et demi, le PDG de Envision était là et donc on va célébrer ce qu'on appelle l'attractivité. Mais ça n'existe pas s'il n'y a pas des sites pour investir et des femmes et des hommes pour porter ces investissements. Et donc c'est vous, et donc c'est pour cela que je voulais être là.

Alors d'abord, première chose parce que je sais qu'il y a eu beaucoup d'angoisse, il y a eu beaucoup de batailles, on s'en souvient avec les élus. Je vois les patrons de sites qui sont là, j'étais en novembre 2018 avec le président du conseil régional, avec le maire de Maubeuge, avec le patron du site aussi. Et on a eu des inquiétudes, on s'est tous battus. Donc pas de triomphalisme ! Mais on sait qu'on revient d'une période qui a été difficile, où il y a eu beaucoup de doutes. Et le moment qu'on est en train de vivre n'est pas un moment de consécration, il faut toujours continuer à se battre, mais c'est une étape importante qui est le fruit d'un travail collectif, et c'est de ça dont je suis venu vous remercier.

D'abord on a une bonne nouvelle, c'est de l'investissement et des emplois, et ça c'est bon pour la reconquête industrielle qui est celle que nous voulons pour le pays. L'investissement c'est celui qu'Envision a décidé de faire. Dans notre pays et sur le site de Douai, 2 milliards d'euros d'investissements, un site qui va commencer à se créer à partir de 2022, et puis ensuite une montée en charge, 1000 emplois d'ici à 2024 et 2500 emplois d'ici à 2030. Et donc c'est un engagement fort, massif, inédit. Et pour moi c'est extrêmement important parce que, je vais y revenir mais pour notre pays c'est absolument clé en termes de compétitivité et pour l'industrie automobile c'est absolument essentiel. Donc je veux vraiment remercier les dirigeants d'Envision qui sont là aujourd'hui avec nous parce que c'est une preuve de confiance donc merci à vous. Ils connaissent le groupe depuis longtemps, Nissan a 20% d'investissements dans Envision et donc c'est un peu de la famille... Je le dis pour vous qui êtes depuis longtemps au sein de l'alliance.

La deuxième chose, c'est que ça veut dire aussi beaucoup pour Renault. Cela va permettre de requalifier environ un millier de collaborateurs et collaboratrices et permettra ensuite la création de 700 emplois, en particulier sur les sites de Maubeuge et Douai. Là aussi c'est, on le sait, extrêmement important parce que ça vient s'ajouter aux 800 emplois qu'on a créés sur les deux sites depuis 5 ans. Et donc on continue la montée en charge, l'innovation, la création d'emplois sur les deux sites. Et comment ? Parce qu'en se développant sur les nouveaux modèles, sur l'électrique, on répond à la demande et on va pouvoir faire monter la capacité à faire tourner les structures. Vous le savez très bien ici, on tourne largement en dessous des capacités. Je parle sous votre contrôle mais ça va permettre de passer à termes à environ 60-70% d'utilisation du site de Douai.

On va continuer à monter aussi justement sur l'utilisation du site de Maubeuge. Et donc sur les trois sites de la région, on va continuer comme ça à monter en termes de capacité à utiliser les structures installées, les investissements. Et donc 700 emplois là-bas dans les mois qui viennent. On va s'attacher collectivement, évidemment, à les trouver dans le bassin de la région et donc je le dis pour les élus qui sont là, le président du conseil régional, du conseil départemental, les maires. J'en parlais avec M. le préfet, c'est très important parce qu'on va se battre pour qu'évidemment ces 700 emplois soient des emplois locaux, ce qui nous permettra de tourner à termes à 500 000 véhicules électriques produits sur les deux sites, en électrique, et 600 000 au total, et donc de retrouver de la capacité à produire parce qu'on correspondra au marché. C'est ce qui est véritablement lancé avec ce projet d'investissement et toute la transformation de Renault. Donc une formidable nouvelle pour l'attractivité et l'emploi.

La deuxième bonne nouvelle, c'est qu'en faisant ça aussi on répond aux défis d'avenir. On en parlait avec vos dirigeants qui sont là, le dirigeant d'Envision, on répond aussi à l'impératif climatique. On sait très bien les difficultés qu'on a tous à vivre collectivement, c'est que le climat impose des changements. Et je pense que la solution elle n'est ni dans, en quelque sorte, le fait d'imposer des solutions toutes faites à des gens en leur disant "On va vous expliquer du jour au lendemain, vous allez changer des vies, on ne produira pas de voiture et tout est interdit", ça cela n'existe pas ; ni dans une promesse qui consisterait à dire "Vous pouvez ne rien changer et on va défendre le modèle d'avant." Les deux sont des mensonges. La seule manière de répondre au

défi de la modernité qui est le nôtre - on y est tous confrontés, nous tous parce qu'on doit de toutes façons changer nos méthodes de production, les consommateurs veulent autre chose, nos citoyens veulent autre chose - c'est de préparer l'avenir et de s'organiser justement pour correspondre à ces défis. Donc c'est d'aller justement vers de plus en plus de véhicules électriques mais, en faisant cela, de faire de l'industrie en France et de créer de l'emploi industriel en France. Et il n'y a aucune fatalité.

Avec cet investissement, qu'est-ce qu'on va se mettre en capacité de faire ? De produire des batteries électriques dans notre pays. Quand, il y a quatre ans, j'ai dit aux constructeurs "On va aller beaucoup plus fort sur l'électrique, allons-y", ils m'ont dit "Attention, on ne produit pas nos batteries. Si on va très vite, on dépend complètement des producteurs en Asie, on va se retrouver avec des coûts faramineux, on n'y arrivera pas" et c'était vrai. Là, pour la première fois, alors que jusqu'à présent ces batteries électriques, on les produisait avec un partenaire coréen en Pologne - et ça reste un très bon partenaire, il faut continuer à travailler avec - mais enfin, on va se mettre en capacité de produire sur le sol français avec un partenaire qui vient investir à côté de vous à Douai, parce qu'il a confiance dans le territoire et dans l'entreprise. Et donc on va produire ici, pour le climat, des batteries électriques dans notre pays et dans la région.

Ce projet vient compléter plusieurs initiatives qu'on a prises pour le véhicule électrique. Vous avez peut-être vu qu'il y a maintenant environ deux ans, on a lancé une initiative qu'on appelle ACC justement pour les batteries électriques. Je crois que le groupe va bientôt la rejoindre. Elle unit justement un grand concurrent français, Sellantis, et Total, et on le fait en partenariat avec les Allemands. On est en train de faire un investissement. On a même fait un investissement de 700 millions d'euros à Douvrin, là aussi sur la batterie électrique française avec ACC.

Et puis on est en train de faire, là aussi avec l'aide de l'Europe, de la région, des collectivités locales, un investissement pour une académie de formation ici. Ce qui veut dire que ce qu'on est en train de construire, avec l'investissement d'Envision, avec la mobilisation et la stratégie de Renault, avec ACC à Douvrin, avec l'académie, c'est une vallée européenne de la batterie électrique. Et cette vallée européenne de la batterie électrique, c'est ici. Ce sont des investissements massifs, évidemment de la France, ce sont aussi des aides européennes, c'est un engagement de tous les industriels qui sont présents.

On va avoir d'autres points d'appui sur le territoire français. On avait lancé une ligne qui préfigurait justement Douvrin en Nouvelle Aquitaine il y a maintenant deux années. Et je salue aussi le groupe Renault et l'alliance qui continuent également à investir dans des startups et avec en particuliers le projet Vercors et une ligne de démonstrateurs qui va se faire à Grenoble et qui va permettre d'aller encore plus loin, c'est-à-dire en complément de ce qui est fait là, de produire de la batterie pleinement française.

Et donc vous le voyez, la stratégie c'est d'embrasser en quelque sorte ce défi du climat et de se dire : il n'y a pas de fatalité, on doit pouvoir y répondre. C'est-à-dire qu'on doit produire plus de voitures électriques françaises avec tous les composants français, parce que c'est une demande, une opportunité pour nous.

Et je le dis ici avec beaucoup d'émotion, parce qu'on voyait tout à l'heure la chronique du site de Douai. Maubeuge a été quasiment créée à la même date. Ce sont des sites qui ont 50 ans. Et vos sites ont été lancés par le président POMPIDOU quand c'était le « règne de la bagnole », comme on disait à l'époque, le mythe de la voiture, ce mythe va continuer. Simplement, il ne continuera que si aujourd'hui, nous tous, on sait embrasser les défis de l'avenir. La voiture d'aujourd'hui ne sera pas celle de 70, mais elle va continuer à se construire sur cette mythologie de la voiture, sur nos capacités, le savoir-faire du groupe, des collaborateurs et collaboratrices que vous êtes, en avançant. Et donc la Mégane électrique qui est en train d'être produite et qui va décoller, la Renault 5 qui est dans toutes nos mythologies électriques, qui va se faire ici grâce à ce projet, c'est une formidable réponse à ce défi. Oui, la bagnole a de l'avenir en France parce qu'on va la faire justement en répondant aux défis du XXIème siècle, en investissant, en formant et en étant compatible avec nos défis climatiques, mais en regardant l'avenir. Et moi, je crois à cette écologie de progrès, cette écologie de l'industrie, celle qui nous permet de créer des emplois, de répondre aux besoins de nos concitoyens et de tenir nos obligations, justement, en termes de défi climatique. Ce n'est pas en nous opposant, c'est en travaillant ensemble.

Le dernier message que je vais à vous passer, c'est que cet investissement et tout ce qu'il y a derrière, c'est le fruit d'une volonté commune. Les bonnes nouvelles, vous savez, n'arrivent jamais seules. Les bonnes nouvelles arrivent parce qu'on se mobilise tous ensemble pour y répondre. Depuis un peu plus de 4 ans, on met en place une politique d'attractivité et de compétitivité. On n'est pas devenu par hasard le pays d'Europe le plus attractif depuis 2019 et à nouveau cette année. On l'est parce qu'on a fait des réformes tous ensemble et qu'on a porté des réformes. On a baissé la fiscalité sur les investissements avec la fameuse flat tax à 30 %. Qu'est-ce que j'ai entendu ? Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? On ne peut pas dire : on n'aime pas les investisseurs, sauf quand ils viennent investir chez nous. On a une politique d'accueil que j'ai assumée. On m'a donné tous les qualificatifs quand j'ai fait ça, mais on en a les résultats. Vous le croyez bien, on n'était plus le premier pays d'attraction. On l'est redevenu depuis 2019.

Imaginez, on ne crée plus d'emplois industriels depuis presque 20 ans. On recrée des emplois industriels dans notre pays, parce qu'on réattire des investisseurs industriels, parce qu'on a fait une réforme du droit du travail, parce qu'on a fait une réforme de la fiscalité sur l'investissement industriel, parce qu'on est en train de baisser les impôts de production, parce qu'on est en train de baisser l'impôt sur les sociétés qui sera bien à 25 %, comme engagé, l'année prochaine. Il n'y a pas de mystère, c'est du boulot. C'est du boulot et des réformes, et tout ça, ça se tient. Et donc derrière, ça nous permet de créer de l'emploi. Ensuite, parce que, et vous le voyez bien, il ne faut pas opposer la France des startups et la France de l'industrie. Ça va ensemble. Ce que vous produirez demain, c'est le fruit d'une startup sino-japonaise. Ce que vous produirez demain, c'est le fruit d'une startup de la région grenobloise, mais qui s'est appuyée sur un grand groupe industriel. Il faut cesser d'opposer les mondes, comme on le fait trop souvent. C'est tous ensemble, en unissant les forces des startups, de l'industrie, des investissements étrangers et des savoir-faire et des investissements français, qu'on y arrive. Et donc ces investissements, cette stratégie, c'est le fruit de tout cela. Et c'est à ce prix qu'on retrouve aussi, un sujet qui m'est cher, de la souveraineté technologique.

Aujourd'hui, pourquoi on a des problèmes ? Vous le savez bien dans le secteur, parce qu'on est trop dépendant de certains autres sur les batteries, comme je l'ai évoqué, sur les semi-conducteurs ailleurs. Donc, on doit retrouver de la capacité à produire en France et en Europe, et à créer de l'emploi pour ce faire. C'est ça qu'on est en train de bâtir avec cette stratégie batterie électrique, avec cette vallée européenne de la batterie électrique. C'est la clé, la souveraineté. Pour réussir cela, au-delà de cette alliance et de cette mise ensemble de toutes les énergies industrielles et de l'attractivité, c'est un travail de l'État et de toutes les collectivités territoriales. Sur ce projet, on va investir plus de 200 millions d'euros d'argent public aux côtés des industriels, des investisseurs. Les collectivités locales et je les salue ; je salue le président du conseil régional, le président de l'agglomération de Douai qui sont là, vont mettre donc 20 % à nos côtés. Et donc, c'est l'État avec les collectivités territoriales qui mettent plus de 200 millions d'euros aux côtés d'un investisseur qui décide de mettre, il faut bien le dire, deux milliards d'euros. Et moi j'assume cet argent public. Et on va continuer, comme je le disais en baissant les impôts de production, et on va continuer, cher Lucas - parce que j'ai bien entendu une interpellation, ça fait partie de la discussion qu'on aura dans 10 jours - mais oui, on ira sur les zones franches de Green-valley parce qu'elles sont permises par l'Europe. On se bat dans plusieurs régions pour mettre place des zones franches, et parfois avec beaucoup de difficulté pour faire face à certaines compétitivités mais, l'Europe ne les permet pas sur certains secteurs. Là, dans la stratégie européenne de Green-deal, elle nous permet de le faire. C'est pour ça qu'on a décidé avec les constructeurs d'y aller, mais je continuerai de demander aux constructeurs de nous accompagner sur plusieurs points et j'y reviendrai.

Et donc, cette coopération de l'Etat avec les collectivités locales, c'est clé pour réussir. On le fait sur ce projet-là comme on l'a fait sur le canal Seine-Nord, le président s'en souvient, on était ensemble là aussi quand on a relancé ce projet et enfin, on le fait avancer. On est ensemble quand on développe 88 projets industriels dans la région, quand on investit dans le grand port de Dunkerque. Et c'est cette France unie à laquelle nous croyons collectivement, celle où l'Etat, la région, le département, l'agglomération travaillent ensemble. Et je veux ici avoir un petit mot aussi d'amitié pour le président sortant du conseil départemental, cher Jean-René qui a fait à nos côtés un travail formidable, qui va passer la main. Je le dis parce que dans ce beau département, nous avons mis en place une stratégie de lutte contre la pauvreté. Et le département avec l'Etat a fait un travail exceptionnel qui fait que vous avez baissé malgré la crise, Covid le nombre d'allocataires au RSA et je le sais parce que le travail va continuer, ce que vous avez semé avec les collectivités, avec l'Etat, avec la région, ne s'arrêtera pas, c'est de pouvoir continuer à conjurer toute fatalité. Quand on investit, quand il y a des projets industriels, on fait reculer la misère, on fait reculer la colère et on fait reculer toutes les démagogies qui accompagnent justement ces situations terribles. Et bien, ce travail, c'est celui que vous avez piloté, président, et je voulais vous rendre hommage aujourd'hui, parce que c'est celui aussi de cette France unie, comme on a su le faire avec le président BERTRAND ou l'ensemble des maires et des aggro dans lesquels on a beaucoup investi ces dernières années. Et puis, cette France unie, c'est vous. Je sais tous les doutes qu'il y a eu au sein de l'entreprise. Les craintes, parfois les colères, je sais les angoisses qu'il y a eu à Douai, à Maubeuge aussi, beaucoup à Ruitz, mais il n'y a pas de fatalité. Vous avez un savoir-faire et vous pouvez en être fiers. Nous avons ici une tradition industrielle et une histoire industrielle et vous pouvez en être fiers. Et donc, ce que vous avez su faire, et je veux ici aussi vous rendre hommage en signant un accord unanime de tous les partenaires sociaux ! C'est prendre votre part de responsabilité et de dire : « nous, on est prêts à accompagner un projet, à y aller, à aider à recruter des jeunes, à faire les efforts, à nous former pour nous adapter ». Là, on ne parle pas de chiffres, on parle de vos vies et donc je vous en remercie parce que je sais la part de responsabilité que vous avez prise sous la houlette justement de vos responsables. Et donc, merci de cela et je vous le dis, il n'y aurait pas un investisseur qui viendrait du bout du monde si vous n'aviez pas fait ça, parce que c'est une preuve de responsabilité et de courage. Et c'est grâce à vous. Et donc, je veux vraiment remercier l'ensemble des salariés du groupe et en particulier du site, l'ensemble des organisations syndicales, puisqu'elles ont toutes signé. Et puis remercié vos dirigeants, les dirigeants du site, le patron du projet ElectricCity, cher Luciano, heureux de se retrouver à quelques kilomètres de là où on était il y a quelques années ensemble, et je veux aussi remercier les dirigeants, monsieur DI MEO et monsieur SENARD pour leur capacité justement à redresser le groupe avec vous tous et à continuer à avancer. Voilà ce que je voulais vous dire. C'est une étape, ce n'est pas la fin du combat. Il aura sans doute d'autres coups de grisou parce que le monde dans lequel on vit est dur. Mais on ne

lâchera rien parce que vous avez montré votre détermination et on l'a montré. Et parce que je sais aussi que c'est cela l'esprit français et on l'a tout particulièrement dans la région. On se disait avec quelques-uns tout à l'heure qu'on était ensemble à Dunkerque pour AstraZeneca l'année dernière, là aussi pour « Choose France ». Je me souviens de ce qu'on avait fait pour Toyota, Mars qui investissait à Cambrai.

Donc le monde croît dans la région des Hauts de France. Il croît dans l'industrie française et on continuera d'avancer. Dans 10 jours, je verrai l'ensemble des constructeurs pour faire un point sur toute la filière. Je l'ai dit, c'est là qu'on dessinera quelques zones franches justement autour de la politique du vert et c'est là aussi où on fera le maximum pour le reste de la filière parce qu'on doit continuer à investir dans les semi-conducteurs. Et moi, je n'oublie pas aussi ce que nous devons en fonderie. On a beaucoup de vos collègues qui souffrent en ce moment dans les fonderies parce qu'il y a eu une baisse de volume. Je veux leur dire ici qu'en fêtant cette bonne nouvelle, je n'oublie pas toutes les mauvaises nouvelles qu'il y a ailleurs dans le secteur. Et ça, ça veut dire qu'on va devoir prendre des décisions de réorganisation de la filière profonde pour les sous-traitants de rang 1 et de rang 2. Mais on doit garder une filière de fonderie française et donc, là aussi, on va réinvestir, on va reformer, et puis sur les sites qui ont été les plus durement touchés, on va accompagner des transitions. Mais en ayant une bonne nouvelle aujourd'hui, je n'oublie pas tous ceux qui dans beaucoup d'autres régions ont des mauvaises nouvelles dans le secteur et aux côtés desquels nous nous tenons.

Voilà, Mesdames Messieurs, je ne veux pas être plus long mais cette bonne nouvelle du jour elle vous doit beaucoup et elle doit à toutes celles et ceux qui sont là. C'est cette France unie qui sait travailler ensemble, qui sait porter son histoire et regarder l'avenir qui nous permettra d'avancer, de reconquérir l'industrie, de reconquérir notre force et d'être à la fois productive et juste. C'est celle à laquelle nous croyons tous ensemble. Merci à vous.